

## Chapitre 1

# LE CANADA ET LE COMMERCE INTERNATIONAL

### Les échanges commerciaux dans le contexte économique international

En 1982, la récession mondiale a fortement ébranlé le système économique international. Les banquiers ont vécu dans la crainte de voir s'effondrer certains éléments du système commercial et financier mondial. Les taux d'intérêt anormalement élevés aux États-Unis ont entraîné une recrudescence de l'inflation et du chômage en Occident. Devant l'incertitude de la conjoncture économique mondiale, certains gouvernements occidentaux ont adopté des mesures protectionnistes afin d'aider leurs industries défaillantes à résister aux importations à vil prix. Parallèlement, d'autres pays ou groupes de pays ont tenté de soutenir leurs marchés d'exportation en accordant des crédits et des subventions tant aux producteurs qu'aux acheteurs. Ces mesures n'ont pas été sans provoquer des conflits parmi les pays en concurrence sur le même marché. Plusieurs de ces actions allaient à l'encontre du consensus en faveur de la libéralisation des échanges commerciaux. Les graves sujets de discorde qui ont surgi entre les États-Unis et la Communauté européenne (CE) sur le plan commercial ont mis en péril des relations économiques jusqu'ici harmonieuses.

La récession a porté un coup particulièrement dur aux pays en développement. La réduction des prix des produits de base conjuguée au rétrécissement des débouchés d'exportation leur a fait perdre d'importantes recettes. Les pays importateurs de pétrole, qui se trouvaient déjà aux prises avec l'augmentation de la note à payer pour leurs importations et la baisse de leurs recettes d'exportation, ont dû faire face à une montée fulgurante de leurs dettes extérieures. Parmi eux, certains pays en développement ont dû dépenser jusqu'au quart de leurs recettes d'exportation pour acquitter leur facture de pétrole. Ironiquement, en même temps qu'elles étaient accueillies avec soulagement par certains pays du tiers monde, la chute des prix du pétrole a affaibli la capacité d'endettement de pays exportateurs comme le Mexique et le Venezuela. L'accroissement soudain de la proportion de leur dette faisant l'objet d'arrangements à court terme, nombre de pays ont été obligés de recourir au refinancement. Le Fonds monétaire international (FMI) s'est donc efforcé d'éviter le pire en aidant les créanciers et leurs débiteurs à réaménager leurs dettes.

Le climat qui a entouré les réunions du FMI et de la Banque mondiale, tenues à Toronto en septembre, en fut un de tensions et d'inquiétudes. Une semaine auparavant, la Banque mondiale déclarait que les premières années de la décennie 1980 avaient été "la plus longue période de ralentissement économique qu'on ait connue depuis les années 1930".

Le Mexique venait d'annoncer sa décision de nationaliser ses banques, mesure qui démontrait la fragilité des économies nationales confrontées à une brusque croissance de leurs déficits. Lors de l'assemblée du FMI, les pays en développement ont fait chorus pour préconiser que soient doublées les quotes-parts et qu'on assouplisse les modalités d'emprunt. Leur insistance a mené à la décision ultérieure d'augmenter les quotes-parts au FMI et d'élargir les Accords généraux d'emprunt, préalables à tout crédit conditionnel.

Les problèmes toujours plus grands auxquels se heurtaient certains pays d'Europe de l'Est ne laissaient rien présager de bon sur le plan des échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, pas plus d'ailleurs que leur endettement progressif. Le sommet de Versailles du début de juin a fait ressortir les divergences des intérêts et des positions des pays occidentaux vis-à-vis de l'Est. À cette occasion, de même qu'au sommet de l'OTAN tenu à Bonn à la même époque, certains progrès ont été accomplis en vue de l'adoption d'une politique commune plus souple, compatible avec ces différents intérêts. Toutefois, plus tard au cours de ce mois, la discordance entre les attitudes des États-Unis et celles d'autres pays au sujet des échanges commerciaux avec l'Union soviétique a encore exacerbé la situation. Le Canada s'est joint aux pays européens pour protester contre la décision américaine d'imposer un embargo sur les approvisionnements et techniques relatifs au pipeline sibérien et destinés aux filiales de compagnies américaines à l'étranger.

La désespérante conjoncture économique internationale a eu de graves répercussions au Canada. Le produit national brut (PNB) canadien provient des exportations dans une proportion de plus de 30 pour cent, et la vie économique est étroitement liée aux échanges commerciaux. En 1982, le Canada a enregistré un excédent commercial record (17,8 milliards de \$ comparativement à 7,2 milliards en 1981), mais il était dû à une réduction de ses importations et non pas à un accroissement des exportations. De fait, les importations ont connu une baisse de 13,6 pour cent en regard des chiffres de 1981. En outre, pour la première fois depuis près de 50 ans, le PNB canadien a diminué de 4,8 pour cent. Comme dans les autres pays, le déficit au chapitre des dépenses s'est accru, le taux de chômage a augmenté et ceux de l'inflation et des intérêts ont atteint des niveaux intolérablement élevés. Le Canada étant tributaire des exportations, l'effet conjugué de ces forces complexes lui a porté un dur coup, et le gouvernement a déployé des efforts soutenus dans ses échanges multilatéraux afin de restaurer la confiance envers l'entreprise. Bien que les dirigeants canadiens aient fait valoir l'idée que la réduction des taux d'intérêt devrait constituer